

Renvoi à six semaines

Les robes noires ont même refusé d'assurer les audiences de comparutions immédiates. Vu les circonstances, les prévenus ne pouvaient réclamer d'être jugés tout de suite. En effet, la loi interdit pour ce type de procédures que le prévenu ne soit pas assisté par un avocat. Les juges n'avaient d'autre choix que de prononcer le renvoi des procès dans un délai maximal de six semaines. Ils devaient ensuite statuer sur le maintien en détention provisoire. Un homme de 48 ans, résidant dans le secteur de Jarnac, multirécidiviste en matière de délits routiers, a supplié les magistrats de le laisser sortir de prison quitte à porter « un bracelet électronique ».

Le tribunal n'a pas été sensible à ses arguments et a suivi les réquisitions du ministère public qui réclamait son maintien en détention étant donné son lourd casier judiciaire et son alcoolisme massif au volant. Il a été deux fois contrôlé à plus de 2,6 g d'alcool par litre de sang alors qu'il venait de causer deux accidents de la route.

S. G.

EN BREF

ANGOULÊME

Le Circuit des remparts, ça continue pendant les journées du Patrimoine. Samedi à 15 heures, une déambulation commentée par un guide-conférencier de l'Office de tourisme du Pays d'Angoulême est organisée le long du tracé du circuit urbain. Inscription obligatoire au 05 45 95 16 84 ou sur angouleme-tourisme.com (7 €). Rendez-vous sur la ligne de départ à la cathédrale.

marche en gamme. »

Objectif: 100 millions d'euros

Présent dans 80 pays, le groupe Alma a annoncé avoir réalisé 40 millions d'euros de chiffres d'affaires en 2018. L'objectif est d'atteindre les 100 millions d'ici cinq ans. « On est déjà très développé dans cette zone (NDR, Asie Pacifique) mais on souhaite renforcer notre position en Australie et en Nouvelle-Zélande. On veut pousser notre offre et rayonner sur la Malaisie et Singapour », poursuit Marc Moura.

en France », affirme le dirigeant de la firme.

Au-delà du cirage décliné en une série de coloris, le groupe compte 7 800 références autour de l'entretien de la chaussure. Alma collabore avec les plus prestigieuses enseignes de luxe à travers le monde.

La croissance externe de la marque s'est accentuée il y a dix ans, quelques années après la retraite en 2004 d'Alexandre Moura, père fondateur de l'entreprise en 1977. Il y a quelques mois, c'est une

cours de commercialisation. Des recherches sont menées actuellement autour de chaussures végétales.

« On ne fait quasiment pas de communication. Ces dernières années, on a beaucoup été aidé par Internet. Nos clients partagent leur satisfaction sur les réseaux sociaux et cela produit un effet boule de neige. Les blogs de passionnés de chaussures parlent de nous » résume Antoine Breton, directeur commercial.

mal rédigé un contrat de location après l'achat d'un bâtiment à Gujan-Mestras », s'offusque Marc Moura qui estime ce redressement totalement injustifié. « Si on perd cette procédure, le site girondin sera fermé. Il s'agit du premier redressement que l'on a. Notre siège social quittera la Charente si l'administration fiscale ne se comporte pas de manière normale. » La direction des finances publiques n'a pas souhaité s'exprimer sur le dossier.

La grogne monte aux Finances publiques

SOCIAL 52,27 % des agents des Finances publiques étaient en grève dans le département hier

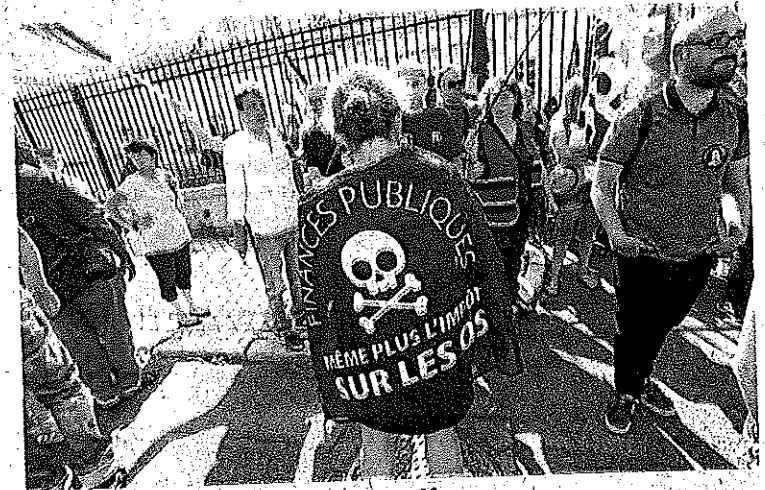
La réorganisation des structures de la Direction des finances publiques (DGFIP) passe mal. Hier, un peu plus de la moitié des 500 agents des services fiscaux en Charente (52,27 %) étaient en grève, à l'appel d'une large intersyndicale (CGR, FO, Solidaires). Les agents sont vent debout contre la réorganisation des structures des DGFIP proposé par Gérard Darmanin. En juin, le ministre avait détaillé un projet de réforme, qualifié d'hypothèse de travail soumise à concertation avec les élus du territoire (lire notre édition du 10 juin).

En Charente, cette réorganisation laissait subsister moins d'une dizaine de trésoreries classiques (contre 15 actuellement) au profit de l'ouverture d'accueils de proximité, dans les mairies ou

les maisons de services au public. Les syndicats constatent aujourd'hui que les marges de manœuvre pour négocier étaient réduites. « Des municipales et des intercommunalités ont fait savoir leur opposition à cette réorganisation. Malgré cela, le projet n'a fait l'objet de quasiment aucune modification. Un service de gestion comptable a simplement été préservé à Barbezieux », regrettent les représentants syndicaux.

Effectifs en berne

Les agents en grève déplorent « le recul de la qualité du service » induit par la réforme. « On remplace des agents qui ont une expertise par du personnel d'accueil qui n'aura pas capacité à renseigner précisément les admi-



Hier, devant la préfecture, à Angoulême. PHOTO ANNE LACAUD

nistrés. Le but, c'est rediriger l'utilisateur vers Internet et des procédures dématérialisées. »

Les syndicats craignent une nouvelle saignée dans les effectifs. « Les services fiscaux ont perdu près de 20 % de leurs effectifs en dix ans. Le gouvernement

nous annonce 5 800 suppressions de postes sur les trois prochaines années. En Charente, on pense que ça fera quinze à vingt poste en moins ». Hier, les grévistes ont manifesté devant la préfecture, à Angoulême, où une délégation était reçue.

éolien RES. «Alors que le maire de Saint-Ciers a transmis fin mai 2019

mesurerait environ 25 mètres de haut et se situe au sud de la D 739 dans la commune de Saint-Ciers.

au niveau juridique. Ce sera aussi plus facile pour les autorités locales de recevoir nos requêtes.»

Finances publiques: 53 % d'agents en grève contre la réforme

Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées hier midi devant la préfecture de la Charente à Angoulême pour manifester contre la réforme des Finances publiques. Environ 53 % des agents de la Direction générale des Finances publiques (DGFip) ont répondu à l'appel à la grève nationale des syndicats FO, CGT et Solidaires. Dans le même temps, 15 sites sur 22 étaient fermés.

Cette réforme prévoit notamment la fermeture de 9 trésoreries (Chalais, Villebois-Lavalette, Montbron, La Rochefoucauld, Terres-de-Haute-Charente, Mansle, Rouillac, Jarnac et La Couronne) sur les 17 que compte le département, et la suppression de 15 à 20 postes par an d'ici 2022. Ces services de la DGFip doivent être transformés en points d'accueil de proximité dans des maisons de services publics, tandis que les services de gestion comptable seront regroupés dans cinq communes.

À 14 heures, les représentants des syndicats devaient rencontrer le directeur adjoint à la sécurité publique de la préfecture pour demander le retrait du plan Darmanin. «On nous demande de renforcer la proximité tout en remplaçant



Une cinquantaine d'agents des Finances publiques se sont rassemblés à Angoulême devant la préfecture hier midi.

Photo: Julie Desbois

nos postes par des maisons de services qui ne peuvent pas tout faire, et en obligeant la population à se débrouiller avec internet», déplore François Pouydebasque, de Solidaires Finances publiques, rejoint sur ce point par Thierry Solas (FO) et Reynald Hanon (CGT).

Les syndicalistes craignent une désertification des petites communes et la naissance «d'une société à deux vitesses». Parmi les manifestants figuraient aussi deux élus: Marie-Jeanne Vian, maire de Saint-Preuil, et Pierre

Quichaud, adjoint au maire de Mérignac. Jimmy Gautier, de la CGT Douanes, était également présent pour évoquer un autre pan de la réforme de la collecte des impôts: le recouvrement de 11 taxes sur 14, qui relevait jusqu'ici de la douane, sera transféré à la DGFip. «Des postes vacants risquent donc de ne pas être remplacés et nous perdons des missions en plus de celles qui étaient déjà régionalisées», explique Jimmy Gautier.

A. B.

lensle, avait été retrouvée morte le 5 mai au domicile de son ex-compagnon. Quatre mois plus tard, les gendarmes de la brigade de recherches de Mérignac, en charge des investigations, sont à la recherche de l'ex-compagnon. À ce jour, aucun suspect n'a été arrêté. Lundi, les gendarmes ont annoncé dans un communiqué avoir lancé un appel à témoins accompagné d'une photo (Repro CL) de l'homme qui a été vu «pour la dernière fois le 7 mai à Montauban (Tarn-et-Garonne), zone Alba-Sud», soit à plus de 200 km du lieu des faits. Toute personne ayant des informations le concernant est invitée à prendre contact avec la brigade de recherches de Mérignac en téléphonant au 05 54 52 53 40 ou en écrivant à l'adresse courriel suivante: br.merignac@gendarmerie.interieur.gouv.fr.

DORDOGNE

Il roulait à 183 km/h au lieu de 80, pour «décrasser sa voiture»

Un automobiliste a été contrôlé par les gendarmes périgourdins alors qu'il roulait à une vitesse de 183 km/h au lieu de 80, sur la D 5, à Saint-Aulaye, tout près de la Charente. C'est ce que révèle *Sud Ouest*. La vitesse de 173 km/h a été retenue. Son permis est suspendu et la voiture a été confisquée. Aux gendarmes, le chauffard a expliqué avoir voulu «décrasser» le moteur de son Audi A3.

ÉCONOMIE

SNPE et Revico lauréats des trophées Responsible Care

La semaine dernière, deux entreprises charentaises ont été distinguées, à Floirac, en Gironde, dans le cadre de la remise des trophées Responsible Care. Cette manifestation, organisée par France Chimie, l'organisation professionnelle qui représente les entreprises de la chimie en France, récompense une démarche ou une action remarquable et innovante en matière de santé, sécurité, environnement, énergie et RSE (responsabilité sociétale des entreprises), dans le domaine de la chimie.

Dans la catégorie RSE, l'entreprise Revico, basée à Saint-Laurent-de-Cognac, a été récompensée grâce à son initiative de partager un véhicule électrique entre les salariés de la société. Quant à l'entreprise SNPE Reconversion et Service, elle a été primée pour le développement d'une méthode de destruction de dalles présentant des risques pyrotechniques, dans la catégorie «sécurité».

Au total, quatorze entreprises de toute la Nouvelle-Aquitaine ont été distinguées par France Chimie.